



EN 2004, LA MAJORITÉ DE DROITE AURA POURSUIVI AU PAS DE CHARGE SES RÉFORMES LIBÉRALES ET ANTI-SOCIALES.

En 2004, la majorité de droite aura poursuivi au pas de charge ses réformes libérales et anti-sociales. Aveugle devant la persistance d'un chômage de masse, sourd au verdict des urnes et aux doléances du monde du travail et de la création qui réclame la revalorisation des salaires, impassible face aux difficultés dans lesquelles sa politique plonge les services publics, le Premier ministre a persévéré, de concert avec le Président de la République, dans son entreprise de remodelage de la société française.

A la plus grande satisfaction du MEDEF, qui en demande toujours plus, les projets de loi ont été adoptés à la chaîne, taillés sur mesure par l'exécutif et validés à une cadence infernale par les députés UMP. Trop souvent, le débat aura été réduit à sa plus simple expression et le Parlement cantonné à un rôle de chambre d'enregistrement.

C'est cette méthode de hussard qui a prévalu pour faire passer une loi dite de « décentralisation » qui ne fera que creuser les inégalités entre les territoires et qui entravera les capacités d'action des collectivités locales par des transferts financiers étouffants. Le gouvernement a clôt brutalement les discussions en usant de l'article 49-3.

Il s'est ensuite empressé de modifier le statut d'EDF-GDF, ouvrant ainsi la voie à sa privatisation. Puis, le Président Chirac a imposé une session extraordinaire en juillet pour ébranler les fondations du régime solidaire de la sécurité sociale. Si l'ardoise est salée pour les ménages (hausse de la CSG, prélèvement d'un euro par consultation, nouveaux déremboursements), si le fonctionnement des établissements hospitaliers est mis à mal, les sociétés d'assurance ont le champ libre pour écumer le secteur de la santé.

À la rentrée, le gouvernement a repris son train de réformes libérales. On l'a constaté avec le projet de loi de cohésion sociale qui a vu l'adoption de mesures facilitant les licenciements économiques et transformant le service public de l'emploi en une machine à trier les chômeurs dans un régime concurrentiel désormais ouvert aux officines privées. Avec les contrats d'avenir, c'est d'abord à la précarité et aux petits boulots sous-payés que l'on garantit un bel avenir.

Le budget 2005 participe lui aussi à ce renforcement des injustices. Car la majorité de droite a multiplié les cadeaux fiscaux pour les actionnaires et une minorité de ménages aisés, à l'image de la réduction de l'impôt sur les sociétés pour 450 millions d'euros. Les nouveaux avantages ainsi octroyés au capital en 2005 atteignent les deux milliards d'euros. Auxquels il convient d'ajouter l'exonération des plus-values réalisées par les entreprises lors de la cession d'actifs financiers qui, à terme, privera l'État d'environ un milliard d'euros de recettes.

Dans le même temps, le gouvernement soumet notre peuple à une avalanche de prélèvements dont la création d'une cotisation de retraite complémentaire pour les fonctionnaires. Au total, la note est salée pour nos concitoyens et s'élève à 3,8 milliards d'euros. Sans compter les taxations indirectes qui liment le pouvoir d'achat du plus grand nombre. Ces ponctions ajoutées à une absence de relance salariale brident la consommation et freinent l'économie.

Et le budget 2005 n'aura pas d'effet d'entraînement, puisque, au nom d'une soumission aux injonctions du pacte de stabilité et de la Banque centrale européenne, les dépenses publiques sont pressurées, aucun ministère n'échappant à la cure. Le gouvernement a fait le choix de la financiarisation de notre économie. La cascade de privatisations en 2004, de France Télécom aux autoroutes, d'EDF-GDF à Air France en passant par la DCN : toutes ces mises en bourse vont nourrir la puissance des fonds spéculatifs et leur abandonner le pilotage de nos services publics et de notre industrie. Elles appauvrissent notre pays. Comment la droite peut-elle ensuite s'émouvoir devant les ravages des restructurations et les délocalisations ?

Tout est fait pour fortifier le mythe d'un libéralisme indépassable, d'un modèle de civilisation où la compétition règne sans entrave, conformément au projet de Constitution européenne. Ce modèle, c'est celui d'un monde soumis au primat de la marchandisation. D'une société où le social n'est plus la locomotive du développement mais une simple voiture balai pour ramasser les laissés pour compte. Les député-e-s communistes et républicains ne se résignent pas à cette dérive. Ils ne ménagent pas leurs efforts, en ce début d'année 2005, pour rassembler et faire gagner le "NON" lors du référendum sur le traité de constitution européenne.

Les forces de gauche et de progrès, forces syndicales, associatives, citoyennes, ne manquent pas qui sont disposées à réfléchir et à agir pour replacer les besoins collectifs et l'épanouissement des hommes et des femmes au cœur des perspectives politiques. Notre groupe prend toute sa place dans la construction de cette alternative. En témoigne notre initiative pour promouvoir une réforme progressiste de la sécurité sociale, disponible en brochure, ainsi que les propositions de loi que nous avons défendues sur la résorption de l'emploi précaire ou pour lutter contre les délocalisations. Celles que nous avons déposées sur la pénibilité au travail et le droit à la retraite à 55 ans dans la construction. Rappelons aussi nos demandes de création de commissions d'enquête parlementaire, sur les avantages fiscaux accordés au groupe Vivendi ou sur l'application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

Les député-e-s communistes et républicains continueront, au quotidien, à se faire l'écho des luttes et de l'engagement de tout ceux qui, en France et à travers la planète, refusent la domination capitaliste. Nous voulons construire, par l'action et les propositions, une alternative qui s'ancre dans les valeurs de la justice sociale, du progrès partagé, de la démocratie citoyenne, de l'amitié, la coopération et la paix entre les peuples d'Europe et du Monde.

**PRÉSIDENT DU GROUPE DES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS
ALAIN BOCQUET**

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DOMINIQUE TOURAINE

ASSISTANTES 01 40 63 98 74 - 01 40 63 60 81

PUBLICATION MENSUELLE :

« LA LETTRE DES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS »

BROCHURE :

« SÉCURITÉ SOCIALE : D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES »

Gratuits, ces documents et les interventions sont envoyés sur demande au 01 40 63 60 83.